



L'urgence d'une



reconquête industrielle !

L'ensemble des salariés doit se mobiliser pour gagner une réindustrialisation sur le territoire national. Dans ce cadre, la CGT appelle à une journée d'action interprofessionnelle sur cette question. Pourquoi ?

L'état de l'industrie en France est sans appel. Elle est en déclin depuis plusieurs années, dépassant à peine 10 % du PIB en 2016, contre 16 % en moyenne dans la zone euro. L'emploi industriel a reculé de près de 25 % en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés. La construction de l'Europe basée sur l'économie de marché et de la libre concurrence conduit à la réduction des pouvoirs des Etats, la réduction des dépenses publiques et sociales, à la mise en place de politiques d'austérité d'inspiration libérale et à la précarisation des salariés !

Les produits importés posent la question de la très faible rémunération du coût du transport, maritime-routier : le coût transport dans un produit importé étant de 1,5 % maximum !

La reconquête industrielle est source de création d'emplois qualifiés par l'embauche des salariés en contrats précaires. Les territoires meurent sous le coup des fermetures d'usines et les Services Publics sont sacrifiés (école, hôpital, gares, etc ...)

Pour la CGT, il est nécessaire de réindustrialiser la France, de relocaliser des capacités de production, mettre en place des circuits courts, l'écoconception, l'économie circulaire, de produire des objets durables, interconnectables, réparables.

**FERMETURES
DELOCALISATIONS
EXTERNALISATION
=
PERTE DE 750 000
EMPLOIS**

60 % : C'est le pourcentage, en France, de produits industriels importés en lien avec les besoins.

25 % : C'est le pourcentage de la valeur ajoutée dans l'industrie qui est versée aux actionnaires en 2015 contre 5% en 1985...

Qu'en est-il à la SNCF ?

Les cheminots sont attaqués dans tous les métiers, sous couvert de l'austérité en prévision de l'ouverture à la concurrence. La casse impacte vos conditions de vie et de travail ! Il faut réagir. Sur le site du Mans, les luttes ont permis de maintenir une activité aux Ateliers SNCF, mais ceci doit s'amplifier afin de répondre aux besoins de maintenance du parc matériel et des usagers en matière de transport ferroviaire.

En Sarthe, Le FRET et les Ateliers du Mans sont victimes d'un manque d'ambitions et d'investissements !

DEMANTELEMENT :

La CGT revendique des investissements pour aménager le bâtiment afin de traiter les rames TGV dans de bonnes conditions.

MAINTENANCE PONTLIEUE :

La CGT revendique le développement de la maintenance de niveau 2 par la création d'infrastructures modernes et adaptées.

FRET :

La CGT revendique des investissements pour développer le FRET sur le site du Mans. Aménagement de plateformes avec possibilités d'embarquement. Rénovation des bâtiments, réfection des infrastructures (Ex: VUTR de Sablé/ Château-Gonthier). Reconquête du trafic Voutré.

TER :

Un budget à la hauteur des transports.

En 8 ans :

- ◆ +22% de trains
- ◆ -14% de cheminots

Ce n'est plus possible !

LOGISTIQUE :

La CGT revendique la réouverture de tous les bâtiments et la création d'une zone de stockage extérieure pour accueillir les pièces que la plateforme privée parisienne ne peut plus stocker.

Dans le cadre du renouvellement de la Convention TER, l'ensemble des cheminots doit prendre la mesure des risques encourus sur le Service Public SNCF, notre Statut, notre Protection Sociale, mais aussi sur les EMPLOIS !

**Nous ne pouvons pas rester inactifs dans cette période cruciale.
Portons nos revendications pour améliorer le quotidien des usagers !**

Les Syndicats CGT des Cheminots de la Sarthe appelle les cheminot(e)s à agir par la grève le

Mardi 21 mars 2017.

Rassemblement à 9h00 - Passerelle des Ateliers SNCF .

**Préavis de grève couvrant les personnels de tous les établissements
du Lundi 20 mars 19h00 au mercredi 22 mars 8h00.**

A l'issue de ce rassemblement, nous vous invitons à rejoindre l'initiative interprofessionnelle qui se déroulera à la Papeterie du Bourray à St Mars La Brière où 200 emplois sont menacés.